

# Ce que l'offensive américaine au Venezuela dit des matières premières et de notre avenir

Monde

---

Par Yves Jégourel

Publié le 30 janvier 2026

*Professeur titulaire de la chaire d'économie des matières premières du Conservatoire national des arts & métiers, professeur associé à Mines Paris – PSL, codirecteur du cercle CycLOpe, chercheur associé au Policy Center for the New South (Maroc)*

**L'enlèvement spectaculaire de Nicolas Maduro, le président vénézuélien, et de sa femme, par les forces armées américaines le 3 janvier 2026 à Caracas ne visait pas un changement de régime ni une occupation militaire. De l'aveu même du Président américain, il s'agissait de s'assurer les ressources pétrolières du pays. Mais les choses sont-elles si simples ? Exploiter le pétrole en question n'est pas si facile. Et les enjeux géopolitiques sont plus larges que l'accès à des ressources souterraines.**

**L**utte contre le narcotrafic, mainmise sur les réserves pétrolières vénézuéliennes, extension de la zone d'influence des États-Unis aspirant à (re-)faire de l'Amérique du Sud le pré carré de Washington : la capture de Nicolás Maduro a été largement commentée. Si les motivations qui ont présidé à cette intervention militaire sont assurément multiples, elles ne peuvent surprendre tant elles donnent écho à la Nouvelle Stratégie de Défense présentée par Washington en novembre 2025 (NSS 25). Hérité de la doctrine Monroe, le nouvel impérialisme qu'elle défend place, logiquement, les matières premières au cœur de la doxa trumpienne. Alors que l'hyperpuissance américaine est menacée par l'affirmation de la Chine et que le risque de déclassement de la première économie mondiale semble obséder le président américain, la volonté de « restaurer la domination énergétique américaine », par les énergies fossiles et le nucléaire, est explicite, tout comme l'est la volonté de recourir, au besoin, à la force pour y parvenir.

La stratégie poursuivie est cependant plus complexe qu'il n'y paraît : elle ne se réduit pas à une éventuelle mainmise sur le potentiel pétrolier du pays, consacre les énergies fossiles sans pour autant délaisser les ressources minérales stratégiques, et ne peut être comprise que dans le cadre plus global des offensives géostratégiques américaines, du Groenland jusqu'à l'Afrique des Grands Lacs. Elle interroge enfin sur la capacité qu'auront les nations européennes, parmi d'autres pays, à combattre la fin de l'« ordre international par le droit » et le retour des « sphères d'influence » tout en acceptant d'intégrer cette profonde rupture dans leurs propres visions géopolitiques et, probablement, dans leurs doctrines militaires.

Si le pétrole vénézuélien intéresse la puissance américaine, les bénéfices qu'elle pourrait en retirer doivent ainsi être nuancés pour deux raisons principales. Annoncées à 300 milliards de barils, les réserves pétrolières du pays représenteraient 17 % des réserves prouvées à l'échelle planétaire. Il est toutefois probable

qu'elles soient surestimées. Pour rappel, la notion de « réserve » caractérise l'ampleur des ressources (pétrolières, minérales) disponibles dans le sous-sol national et dont l'exploitation est jugée économiquement rentable. Elle est donc intrinsèquement dépendante du niveau des cours de la matière première considérée et du degré de difficulté à l'extraire. Or, le pétrole vénézuélien est de type « lourd » ou « extra-lourd » et ce n'est qu'à la fin des années 2000, à la faveur de prix élevés, que le gouvernement d'Hugo Chavez a décidé de classer le brut présent dans la ceinture l'Orénoque comme « réserves prouvées » en dépit de la complexité industrielle à l'extraire et à le raffiner. Les réserves du pays sont ainsi passées de 80 milliards de barils en 2005 à 297 milliards en 2010, niveau auquel elles sont peu ou prou restées, alors que les cours ont largement reflué depuis. Il semble en outre hautement improbable que l'offre pétrolière vénézuélienne retrouve ses niveaux d'antan, même à moyen terme, malgré la volonté de la Maison Blanche d'y parvenir. Elle s'affichait ainsi à moins d'un million de barils par jour (Mb/j) en 2024, très loin donc des niveaux records atteints en 1970, 1996 et 2004/2005, à quelque 3,5 Mb/j. Gestion défailante, délabrement des infrastructures, impacts des sanctions américaines : les raisons d'un tel déclin sont plurielles et largement interdépendantes. Ainsi, si un redressement de la production d'environ 200 à 300 000 barils/jour est envisageable d'ici à 2027, un retour en force du Venezuela sur les marchés internationaux apparaît très hypothétique, compte-tenu des investissements colossaux à engager pour cela.

En misant sur le pétrole vénézuélien, les desseins poursuivis par Washington sont cependant tout autres. Les raffineries américaines sont, en premier lieu, particulièrement adaptées pour traiter des pétroles lourds et ce fut la raison pour laquelle le brut canadien fut substitué, lors des sanctions, à celui du Venezuela. Un retour de ce dernier sur le marché intérieur étatsunien aurait pour double avantage de soutenir les marges de ces raffineries (alors qu'elles sont riches en emplois) et de

contribuer à approvisionner à bon prix le marché des carburants (la question du pouvoir d'achat devenant un sujet épineux pour la suite du mandat de Donald Trump), tout en réduisant la dépendance américaine aux importations canadiennes, dans le contexte d'une distanciation politique de plus en plus forte entre Washington et Ottawa. Une reprise en main des ventes de pétrole vénézuélien, couperait, en second lieu, Cuba et la Chine d'une fraction de leurs approvisionnements. Bien que les statistiques officielles chinoises ne fassent pas apparaître de dépendance importante de cette dernière aux importations de brut de la république bolivarienne, nombre de « *teapots* », des raffineries indépendantes situées dans les provinces du Shandong et du Hebei, voient en effet leur survie économique dépendre de leur accès à du pétrole sous sanction, et donc décoté.

Les visées géopolitiques de l'intervention américaine sont patentes, mais certaines sont, par ailleurs, assurément moins visibles que d'autres. Caracas conteste notamment le rattachement de la région de l'Essequibo au Guyana et les tensions, voire les menaces, se sont faites d'autant plus fortes que ce dernier est en passe de prendre une place significative sur la scène énergétique mondiale, à la faveur de la découverte et de la mise en exploitation du bloc *offshore* de Stabroek. Avec le groupe Exxon comme premier opérateur dans cette zone, Washington vient, par cette démonstration de force, fort probablement de mettre un coup d'arrêt durable aux velléités du régime bolivarien.

À l'ère où la transition énergétique et la révolution requièrent des quantités grandissantes de ressources minérales stratégiques dont l'extraction et le raffinage sont largement dominés par la Chine, faut-il enfin trouver dans l'offensive trumpienne quelque stratégie de sécurisation ? Face à cette question, l'intérêt médiatique s'est porté sur l'existence éventuelle de « métaux rares » dans le sous-sol vénézuélien, notion souvent confondue avec les « terres rares », un

ensemble de dix-sept ressources minérales comptant dans la liste des métaux critiques identifiés par la plupart des pays industrialisés, dont l'Union européenne et les États-Unis. Dans un catalogue minier publié en 2018, le Venezuela indique certes, de manière non exhaustive, la présence d'or, de fer, de nickel, de bauxite, ainsi que de coltan (colombo-tantalite), mais nullement de terres rares. Le Venezuela a toutefois pu compter sur une industrie de l'aluminium jadis performante. Or, ce métal s'avère particulièrement critique pour nombre d'applications militaires : des bâtiments de surface à l'artillerie en passant par les avions de combats, selon l'OTAN. La faire revivre pourrait ainsi s'inscrire dans la stratégie de puissance étatsunienne, mais encore faudrait-il, à l'instar du pétrole, lourdement investir pour cela. Il est donc peu probable que l'accès aux minerais et métaux vénézuéliens fût une des motivations importantes de l'intervention américaine. Que l'on ne se trompe pas, cependant : Donald Trump ne se désintéresse pas des ressources minérales, bien au contraire. Confrontés à l'immense retard pris vis-à-vis de la Chine sur ce segment stratégique, les États-Unis doivent gagner du temps : promouvoir autant que faire se peut le pétrole et le gaz est une voie pour y parvenir.

La capture de Nicolás Maduro n'est bien sûr qu'une des pièces d'un nouveau puzzle mondial. Offensive sur le Groenland, velléité d'intervention en Iran, accord de paix en Ukraine comme en République démocratique du Congo : l'analyse des motivations américaines doit en conséquence nourrir la pensée géostratégique de l'Europe et, fort probablement, sa doctrine militaire. Parce que l'ère Trump marque le retour aux sphères d'influence et que les rivalités d'hyperpuissance entre la Chine et les États-Unis se renforcent, les matières premières doivent donc en effet être pensées pour ce qu'elles sont *depuis toujours* : tant l'objet des conflits armés que la condition *sine qua non* de leur déroulement. Il y a une urgence. À cette heure, les nations européennes ne sont pourtant pas encore prêtes pour cela.